

**Art. 6.** Le dossier d'avant-projet, mentionné dans l'article 4, 1<sup>o</sup>, a) doit comprendre au minimum :

1<sup>o</sup> une analyse de scénario qui garantit que l'objectif du projet sera réalisé de la façon la plus efficace et économique;

2<sup>o</sup> une note de justification du nombre d'équivalents-habitants à raccorder;

3<sup>o</sup> une indication du tracé prévu sur une carte d'état-major, sur un plan de ville et sur un plan régional d'aménagement du territoire, ainsi qu'une indication des conduites du projet sur un schéma sur base de l'étude "hydronaut", si celle-ci est disponible, sinon sur base du TRP.

4<sup>o</sup> un plan foncier à l'échelle 1/500 du projet de conduites, indiquant si les données du plan hydraulique, étant le "hydronaut" ou le TRP, correspondent aux résultats du métré local détaillé;

en outre, le plan foncier indiquera s'il n'y a pas de raccordements d'eaux de surface tels que des fossés, des ruisseaux etc. et si la politique de découplage de surfaces endurcies a été respectée maximale;

la mise en position des conduites et des ouvrages d'art sur le plan foncier et les coupes transversales à la hauteur des passages difficiles procure des informations sur la faisabilité du projet, entre autres par rapport aux conduites d'utilité publique déjà présentes.

5<sup>o</sup> un indication sur les plans cadastraux des servitudes et des expropriations nécessaires;

6<sup>o</sup> la justification du choix des matériaux;

7<sup>o</sup> l'estimation du coût des travaux, divisé entre :

- les frais relatifs à l'aménagement et l'amélioration des égouts publics concernant le projet de pose d'égouts;

- les autres frais du projet.

**Art. 7.** Le dossier de projet visé à l'article 4, 2<sup>o</sup>, a) comprendra minimalement :

1<sup>o</sup> le cahier des charges et les plans correspondants;

2<sup>o</sup> un métré récapitulatif mentionnant par poste :

- d'une part les frais relatifs à l'aménagement et à l'amélioration des égouts publics concernant le projet de pose d'égouts en question;

- d'autre part les autres travaux;

3<sup>o</sup> une estimation détaillée du coût des travaux.

#### CHAPITRE IV. — Etablissement d'un programme de subventions

**Art. 8.** Pour la composition du programme de subventions mentionné dans l'article 1<sup>er</sup>, les communes peuvent présenter des propositions de projets d'aménagement d'égouts auprès de la Société flamande de l'Environnement. Après l'évaluation de la Société flamande de l'Environnement, et notamment en vue des critères fixés par § 2 de l'article 32 du décret de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, les projets proposés peuvent être repris dans le projet de programme de subventions à établir par la Société flamande de l'Environnement.

**Art. 9.** La Société flamande de l'Environnement doit présenter le projet de programme courant de subventions au Ministre flamand compétent au plus tard le 1<sup>er</sup> juin de l'année qui précède la première année civile de la période de cinq ans à laquelle le programme courant de subventions se rapporte.

Par dérogation à la disposition antérieure, le programme de subventions pour l'année civile 1997 doit être présenté au Ministre flamand compétent au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 1996.

#### CHAPITRE V. — Dispositions finales

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. L'arrêté du Gouvernement flamand du 1<sup>er</sup> février 1995 fixant les conditions et les modalités relatives à l'octroi d'une contribution de la Région flamande aux administrations communales pour la pose ou l'amélioration d'égouts et pour la réalisation de projets d'épuration à petite échelle des eaux d'égouts est abrogé.

§ 2. Les dispositions de l'arrêté visé au § 1<sup>er</sup> restent toutefois d'application aux dossiers pour lesquelles une contribution régionale a été attribuée avant le 1<sup>er</sup> janvier 1996.

**Art. 11.** Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1996.

**Art. 12.** Le Ministre flamand, ayant l'environnement et la gestion des eaux dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 mars 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,

Th. KELCHTERMANS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F 96 — 1169

**25 AVRIL 1996.** — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services

[C - 27332]

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret du 22 décembre 1995 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1996, section 17, programme 04, allocations de base 33.65.04 et 43.65.04,

Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 1995 modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services;

Vu l'accord du Ministre du budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Considérant que le présent arrêté ne règle que des dispositions relatives aux subventions octroyées aux services;

Sur proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 3, 2e alinéa de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, les mots "dans les limites des crédits disponibles" sont supprimés.

**Art. 2.** L'article 4, 4<sup>o</sup> de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services est remplacé par le texte suivant :

"4<sup>o</sup> occuper à quart-temps, dans les liens d'un contrat de travail ou soumis à un statut public, un assistant social ou un infirmier gradué social pour 8,5 aides et moins, et un employé administratif pour 10 aides et moins; les aides sont celles visées au 2<sup>o</sup> du présent article, et leur nombre est exprimé en fonction équivalent temps plein; l'assistant social ou infirmier gradué social est chargé d'effectuer les enquêtes sociales et d'assurer l'accompagnement des bénéficiaires, des aides familiales et des aides seniors."

**Art. 3.** L'article 9 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, est remplacé par le texte suivant :

"Les subventions sont octroyées dans les limites des crédits disponibles.

Le Ministre fixe pour chaque service un nombre annuel d'heures d'activités, dénommé le contingent, pour lesquelles les subventions fixées à l'article 10, 1er alinéa 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> sont octroyées. La subvention fixée à l'article 10, 1er alinéa, 4<sup>o</sup> est octroyée à concurrence de 3 p.c. du contingent.

Après notification des contingents, deux ou plusieurs services peuvent passer convention afin d'affecter les éventuelles heures non utilisées dans le cadre des limites fixées au 2e alinéa du présent article, au bénéfice des parties à la convention qui dépasseraient les leurs. Cette convention doit être notifiée au Ministre avant le 1er octobre.

Dans la mesure où les crédits disponibles le permettent parce que certains contingents n'ont pas été utilisés, les activités effectuées par les services au-delà des limites fixées conformément aux 2e et 3e alinéas du présent article bénéficient des subventions fixées à l'article 10, éventuellement réduites au marc le franc."

**Art. 4.** Les montants forfaitaires de la subvention déterminée au 1er alinéa de l'article 10 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 1995, sont fixés aux points :

- 1<sup>o</sup> respectivement à 451,65 francs, 5,07 francs et 10,13 francs;
- 2<sup>o</sup> à 64,52 francs;
- 3<sup>o</sup> à 20,49 francs.

**Art. 5.** L'article 10, 1er alinéa, 4<sup>o</sup> de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, est remplacé par le texte suivant :

"4<sup>o</sup> un montant forfaitaire supplémentaire de 86,43 francs par heure effectuée les samedis, les dimanches ou entre 20 heures et 6 heures."

**Art. 6.** L'article 14 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services est remplacé par le texte suivant :

"Les cours de perfectionnement organisés par les services en faveur des aides familiales et des aides seniors peuvent bénéficier des subventions prévues à l'article 10, 1er alinéa, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>.

L'octroi de subventions est subordonné à la participation d'au moins 6 aides à ces cours et ils doivent se dérouler durant l'horaire normal de travail; le Ministre peut accorder une dérogation à ces deux conditions.

Le cours de perfectionnement doit avoir une durée minimale de deux heures.

Les informations relatives à l'organisation, au programme des cours et l'éventuelle demande de dérogation doivent être notifiées au Ministre au moins quinze jours avant leur début.

Les services doivent consacrer à l'organisation de cours de perfectionnement au moins 1,47 p.c. de leur activité totale prise en compte pour l'octroi de subventions. A défaut, une sanction équivalente au produit du nombre d'heures manquantes par la subvention horaire moyenne leur sera appliquée."

**Art. 7.** L'article 15 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, est remplacé par le texte suivant :

"Les services qui organisent des réunions indispensables au bon fonctionnement de leurs activités peuvent bénéficier des subventions fixées à l'article 10.

Les services doivent consacrer à l'organisation de ces réunions au moins 1 p.c. de leur activité totale prise en compte pour l'octroi de subventions.

A défaut, une sanction équivalente au produit du nombre d'heures manquantes par la subvention horaire moyenne leur sera appliquée.

La durée totale de ces réunions ne peut dépasser 3 p.c. de la durée totale des activités prises en compte pour l'octroi de subventions."

**Art. 8.** L'article 16 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services est abrogé.

**Art. 9.** L'article 17 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services est remplacé par le texte suivant :

"Les services qui distribuent des repas à domicile peuvent bénéficier des subventions prévues à l'article 10 pour les activités de conditionnement et de distribution des repas.

Cette activité ne peut dépasser six heures par jour et par aide et sera comptabilisée pour 2 prestations pour chaque aide, au sens du 1er alinéa, 2°, de l'article 10."

**Art. 10.** A l'article 18 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, les mots "le contingent" sont remplacés par "l'activité prise en compte pour l'octroi des subventions".

**Art. 11.** Par dérogation à l'article 4 du présent arrêté, le montant forfaitaire de la subvention déterminé au 1er alinéa, 3°, de l'article 10 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 1995, est fixé à 18,44 francs jusqu'au 31 mars 1996 pour les services occupant à quart-temps un assistant social ou un infirmier gradué social pour 10 aides et moins.

**Art. 12.** Le montant forfaitaire de la subvention déterminée au 1er alinéa, 3°, de l'article 10 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 1995, est fixé à 21,69 francs.

**Art. 13.** L'article 2 du présent arrêté entre en vigueur le premier jour du trimestre qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Un délai de six mois est laissé à chaque service pour se conformer à l'article 2 du présent arrêté.

**Art. 14.** Pour chaque service, l'article 12 du présent arrêté entre en vigueur le premier jour du trimestre où les conditions de l'article 2 sont remplies durant tout le trimestre.

**Art. 15.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1996.

Namur, le 25 avril 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 96 - 1169

[C - 27332]

25 APRIL 1996. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van 22 december 1995 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1996, afdeling 17, programma 04, basisallocaties 33.65.04 en 43.65.04;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 1995 tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de erkenningsvoorwaarden voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp, alsook de bedragen en de toekenningsmodaliteiten van de toelagen onverwijld aangepast moeten worden om de verzoeken om tegemoetkoming in te willigen, en zodoende de tewerkstelling te bevorderen, en om de werking van de diensten niet in gevaar te brengen;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid.

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 3, tweede lid, van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, worden de woorden "binnen de perken van de beschikbare kredieten" geschrapt.

**Art. 2.** Artikel 4, 4° van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten wordt als volgt vervangen :

"4° in het kader van een arbeidsovereenkomst of van een openbaar statuut, een maatschappelijk assistent of een gegradueerde sociaal verpleegkundige voor 8,5 helpsters en minder, en een administratief bediende voor 10 helpsters en minder kwarttijds tewerkstellen; de helpsters zijn degenen vermeld in 2° van artikel 4 en hun aantal wordt uitgedrukt op grond van een voltijdse baan; de maatschappelijk assistent of gegradueerde sociaal verpleegkundige is belast met het verrichten van de sociale onderzoeken en met de begeleiding van de begunstigden en de gezins- en bejaardenhelpsters."

**Art. 3.** Artikel 9 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten wordt als volgt vervangen :

"De toelagen worden toegekend binnen de perken van de beschikbare kredieten.

De Minister stelt voor elke dienst een jaarlijks aantal activiteitenuren vast, hierna contingent genoemd, waarvoor de in artikel 10, eerste lid, 1°, 2° en 3° bepaalde toelagen toegekend worden. De toekenning van de in artikel 10, eerste lid, 4° bepaalde toelage wordt gewaarborgd ten belope van 3 pct. van het contingent.

Na kennisgeving van de contingenten kunnen twee of verschillende diensten een overeenkomst sluiten om de uren die eventueel niet opgebruikt werden binnen de in het tweede lid van dit besluit bedoelde perken te bestemmen voor de partijen bij de overeenkomst die hun contingent zouden overschrijden. De Minister moet vóór 1 oktober in kennis gesteld worden van deze overeenkomst.

Voor zover de beschikbare kredieten het toelaten als sommige contingenten niet opgebruikt zijn, worden de in artikel 10 bedoelde toelagen, eventueel pondspondsgewijs verminderd, toegekend voor activiteiten die de diensten verricht hebben buiten de perken bepaald overeenkomstig de tweede en derde leden van dit artikel."

**Art. 4.** De forfaitaire bedragen van de toelage bedoeld in het eerste lid van artikel 10 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 1995, worden vastgesteld als volgt :

- 1° op respectievelijk 451,65 frank, 5,07 frank en 10,13 frank;
- 2° op 64,52 frank;
- 3° op 20,49 frank.

**Art. 5.** Artikel 10, eerste lid, 4° van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, wordt als volgt vervangen :

"4° een aanvullend forfaitair bedrag van 86,43 frank per verstrekkinguur op zaterdag, zondag of tussen 20 uur en 6 uur."

**Art. 6.** Artikel 14 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, wordt als volgt vervangen :

"De door de diensten georganiseerde vervolmakingscursussen voor gezins- en bejaardenhelpsters kunnen in aanmerking komen voor de in artikel 10, eerste lid, 1°, 2° en 3° bedoelde toelagen.

Deze toelagen worden toegekend als die cursussen door minstens zes helpsters gevolgd worden en tijdens de normale werkuren plaatsvinden. De Minister kan afwijkingen van deze twee voorwaarden toestaan.

De vervolmakingscursus moet minstens twee uren duren.

De Minister moet minstens vijftien dagen vóór de aanvang van de cursussen in kennis gesteld worden van de organisatie en het programma van de cursus alsook van de eventuele aanvraag om afwijking.

Minstens 1,47 pct. van de totale activiteit die in aanmerking wordt genomen voor de toekenning van de toelagen moet door de diensten aan de organisatie van vervolmakingscursussen besteed worden. Zoniet zullen ze een strafmaatregel opgelegd krijgen die overeenstemt met het produkt van de vermenigvuldiging van het aantal ontbrekende uren met de gemiddelde uurtoelage."

**Art. 7.** Artikel 15 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, wordt als volgt vervangen :

"De diensten die voor de goede werking van hun activiteiten vergaderingen beleggen, kunnen aanspraak maken op de in artikel 10, 1°, 2° en 3° bedoelde toelagen.

Minstens 1 pct. van de totale activiteit die in aanmerking wordt genomen voor de toekenning van de toelagen moet door de diensten besteed worden aan het beleggen van deze vergaderingen.

Zoniet zullen ze een strafmaatregel opgelegd krijgen die overeenstemt met het produkt van de vermenigvuldiging van het aantal ontbrekende uren met de gemiddelde uurtoelage.

De globale duur van deze vergaderingen mag echter niet meer bedragen dan 3 pct. van het geheel van de activiteiten die in aanmerking worden genomen voor de toekenning van de toelagen."

**Art. 8.** Artikel 16 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, wordt opgeheven.

**Art. 9.** Artikel 17 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, wordt als volgt vervangen :

"De diensten die maaltijden aan huis bezorgen, kunnen aanspraak maken op de in artikel 10 bedoelde toelagen, voor activiteiten i.v.m. de verpakking en de distributie van maaltijden.

Deze activiteit mag niet meer dan zes uur per dag en per helpster in beslag nemen en wordt in de boeken opgenomen voor twee verstrekkingen per helpster, in de zin van het eerste lid, 2° van artikel 10."

**Art. 10.** In artikel 18 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, worden de woorden "het contingent" vervangen door de woorden "de activiteit die in aanmerking wordt genomen voor de toekenning van de toelagen".

**Art. 11.** In afwijking van artikel 4 van dit besluit wordt het forfaitaire bedrag van de toelage bepaald in het eerste lid, 3° van artikel 10 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 1995, tot 31 maart 1996 op 18,44 frank vastgesteld voor de diensten die een maatschappelijk assistent of een gegradueerde sociaal verpleegkundige voor tien helpsters en minder kwarttijds tewerkstellen.

**Art. 12.** Het forfaitaire bedrag van de toelage bepaald in het eerste lid, 3° van artikel 10 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 1995, wordt op 21,69 frank vastgesteld.

**Art. 13.** Artikel 2 van dit besluit treedt in werking de eerste dag van het trimester volgend op zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Elke dienst beschikt over een termijn van zes maanden om zich aan artikel 2 van dit besluit te conformeren.

**Art. 14.** Voor elke dienst treedt artikel 12 van dit besluit in werking de eerste dag van het trimester waarin de voorwaarden van artikel 2 gedurende het hele trimester vervuld zijn.

**Art. 15.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1996.

Namen, 25 april 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 96 — 1170

IC - 31189

**30 MEI 1996.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de voorwaarden en de nadere regels voor het toekennen van een subsidie aan een privaatrechtelijk rechtspersoon voor aan een beschermd goed uitgevoerde werken tot behoud

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 4 maart 1993 inzake het behoud van het onroerend erfgoed, inzonderheid op de artikelen 32, § 1, en 33;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, verleend op 17 april 1996;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financien, gegeven op 3 april 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Monumenten en Landschappen en van de Minister van Begroting,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, verstaat men onder :

1° ordonnantie : de ordonnantie van 4 maart 1993 inzake het behoud van het onroerend erfgoed;

2° besluit betreffende de aanvragen om vergunning voor het uitvoeren van werkzaamheden : het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 november 1993 betreffende de aanvragen om vergunning voor het uitvoeren van werkzaamheden aan een goed dat behoort tot het op de bewaarlijst ingeschreven of beschermde onroerende erfgoed;

3° beschermd goed : het monument, het geheel of het gebouw dat deel uitmaakt van een geheel, beschermd krachtens artikel 18, § 1; van de ordonnantie;

4° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid monumenten en landschappen behoort;

5° goed toegankelijk voor het publiek : het beschermde goed waarvan het beschermde interieur open staat voor het publiek, naar aanleiding van manifestaties, waarvan de lijst vastgesteld wordt door de Minister ;

6° onbewoond goed : het beschermde goed dat gedurende een periode van ten minste vijf jaar voorafgaand aan de indiening van de subsidie-aanvraag niet is aangewend overeenkomstig de bestemming voorgeschreven in een stedenbouwkundige vergunning of, bij ontstentenis ervan, overeenkomstig de oorspronkelijke bestemming;

### MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 96 — 1170

IC - 31189

**30 MAI 1996.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les conditions et les modalités d'octroi d'une subvention à une personne de droit privé pour des travaux de conservation entrepris à un bien classé

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier, notamment les articles 32, § 1<sup>er</sup> et 33;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 17 avril 1996;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances donné le 3 avril 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre ayant les Monuments et les Sites dans ses attributions et du Ministre du Budget,

Arrête :

#### CHAPITRE Ier. — Généralités

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° ordonnance : l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier;

2° arrêté relatif aux demandes d'autorisation d'exécuter des travaux : l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 novembre 1993 relatif aux demandes d'autorisation d'exécuter des travaux à un bien relevant du patrimoine immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé;

3° bien classé : le monument, l'ensemble ou l'immeuble faisant partie d'un ensemble, classé en vertu de l'article 18, § 1<sup>er</sup> de l'ordonnance;

4° Ministre : le Ministre ayant les monuments et les sites dans ses attributions;

5° bien accessible au public : le bien classé dont l'intérieur classé est ouvert au public à l'occasion de manifestations dont la liste est arrêtée par le Ministre;

6° bien inoccupé : le bien classé qui, pendant une période d'au moins cinq ans précédant l'introduction de la demande de subvention, n'a pas été utilisé conformément à la destination prévue par un permis d'urbanisme ou, à défaut, conformément à sa destination d'origine;